



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 13 mai 2025

Références : DREAL/2025D/3631
Code AIOT : 0100291597

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 avril 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESPINOSA Gwenael

1000 Route de la Chalosse
40400 Meilhan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2025 de l'établissement exploité par Gwenael ESPINOSA et implanté au 1000 route de la Chalosse sur la commune de Meilhan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ESPINOSA Gwenael
1000 Route de la Chalosse - 40400 Meilhan
Code AIOT : 0100291597
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Installation illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage et de différents déchets.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mesures conservatoires Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée ZL 8 et déposer un dossier de cessation d'activité visant à remettre en état sa parcelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, sur la parcelle cadastrée ZL 8 de la commune de Meilhan, au 1000 Route de la Chalosse, et sur une superficie d'environ 250 m², il a été constaté la présence de 8 véhicules hors d'usage (démontés, rouillés, accidentés, contrôle technique et assurances non à jour), immatriculés comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- AG-290-BP (camion plateau)- DH-374-JH- CG-837-ZG- BB-458-JW- CF-268-HG- AQ-549-BE- DL-758-ME- DL-913-WC <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence de nombreuses pièces détachées (moteurs, radiateurs, carrosserie, pneumatiques usagés,...) sur la dalle servant au démontage et sous l'appentis en limite de propriété, ainsi que de 12 batteries au sol sans protection particulière.</p> <p>Or, M. ESPINOSA, propriétaire de la parcelle, ne dispose d'aucune autorisation préfectorale (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage et ces déchets sur ce terrain de Meilhan.</p> <p>À noter que les documents d'urbanisme (PLUi du Pays Tarusate, zone UH) dans leur version en vigueur interdisent « les dépôts de ferraille, de véhicules hors d'usage et de matériaux non liés à une activité autorisée sur l'unité foncière et les dépôts de déchets de toute nature ». Par conséquent, en l'état, toute régularisation administrative de l'activité constatée est impossible.</p> <p>À noter également que les opérations de démontage sur la dalle se font sans aucune précaution pour l'environnement : traces noires d'huiles au sol et dans l'herbe, flaque d'huile, plusieurs bidons ouverts remplis d'huiles. En cas de pluie, les bidons débordent (avec également un risque de renversement accidentel important), l'eau qui ruisselle sur la dalle est souillée, puis s'infiltre dans le sol enherbé tout autour. La parcelle d'habitation présente donc des sources de pollution aux hydrocarbures et le risque d'aggravation est présent.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée ZL 8 et de déposer un dossier de cessation d'activité ICPE visant à remettre en état le terrain pour un usage compatible avec le PLUi en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mesures conservatoires - Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 3 mois